

Association suisse des banquiers (ASB)

## L'accès au marché européen, source de soucis

Lors de la Journée des banquiers, l'Association suisse des banquiers a porté un regard critique sur le passé récent et s'est penchée sur les défis que la branche aura à relever à l'avenir. Son président, Patrick Odier, et son CEO, Claude-Alain Margelisch, ont mis en garde contre les nouveaux dangers qui se profilent sur le front des normes internationales et des limitations de l'accès au marché européen. **Par René Pfister**

La Journée des banquiers qui s'est tenue au début de septembre a été fortement marquée par l'accord fiscal passé entre la Suisse et les Etats-Unis et par le programme qui doit permettre aux banques suisses de régler les problèmes du passé concernant les avoirs non déclarés des clients américains. Lors de la conférence de presse, Patrick Odier, président de l'Association suisse des banquiers (ASB), a confronté sa propre branche à cette situation dans une réflexion critique. Il a notamment déploré que les banques se soient par trop concentrées par le passé sur un modèle d'affaires qui a beaucoup nui à la branche. On aurait un peu trop adhéré au principe selon lequel tout ce qui n'est pas interdit est permis. Cela s'est révélé être une erreur d'interprétation des conditions-cadre, a déclaré Patrick Odier.

### Pour des normes internationales

Une vision rétrospective doit servir de leçon pour l'avenir, s'est exprimé Patrick Odier. Il a plaidé pour une action responsable: «C'est à nous qu'il appartient, dans les années à venir, de prendre nos responsabilités envers nos clients, nos collaborateurs, l'économie, la société et la prochaine génération de banquiers», a-t-il souligné. Les banques ont adapté leur stratégie aux nouvelles conditions-cadres: «Notre stratégie peut se résumer en quelques mots: conformité fiscale, normes internationales, croissance grâce à l'ouverture des marchés et concurrence loyale», a ajouté Patrick Odier.

Quant à l'avenir, il s'est montré optimiste: d'une part, la conjoncture favorable dont bénéficient les banques et, d'autre part, l'émergence et le développement d'autres domaines d'activités



Patrick Odier, président de l'ASB.

tels que la gestion d'actifs, le financement commercial et les prestations liées au renminbi devraient permettre une croissance durable de la place financière suisse. «Un engagement clair en faveur du respect des normes internationales implique un refus clair des solutions purement nationales, à l'instar de ce qui est actuellement évoqué en matière de conformité fiscale des avoirs étrangers», a déclaré M. Odier, qui a en conséquence plaidé pour une suspension de la stratégie dite de l'argent propre.

### Le marché de l'UE est essentiel

Claude-Alain Margelisch, CEO de l'ASB, a quant à lui insisté dans son discours sur l'importance de l'accès au marché pour l'avenir des banques. Dans ce contexte, il a mentionné le projet de directive européenne MiFID II, qui fait planer sur les Etats tiers, et donc sur les banques en Suisse, la menace d'une discrimination encore accrue en matière d'accès au marché européen par ailleurs important pour la place financière helvétique. «Nous devons nous efforcer de trouver une solution satisfaisante pour

la mise en œuvre de la MiFID II, le cas échéant à moyen terme par le biais d'un accord sur les services avec l'UE», a estimé le CEO de l'ASB. Dans ce contexte, il a rappelé qu'il est essentiel de régler les questions institutionnelles. Le CEO de l'ASB a par ailleurs estimé que le projet suisse de loi sur les services financiers constituait une mesure appropriée et a appelé les banques à assumer leurs responsabilités en matière de protection de l'investisseur. «Information et transparence appropriées sont les deux meilleurs moyens d'assurer la protection de l'investisseur – et non pas des interdictions strictes», a précisé M. Margelisch. A ce propos, il a mis en garde contre un excès de zèle du législateur et a fermement rejeté un Swiss finish en matière de protection de l'investisseur.

### Plus d'actifs sous gestion

Les chiffres actuels de la place financière suisse, tels qu'illustrés par le Baromètre bancaire publié chaque année, font état de résultats satisfaisants. Les actifs sous gestion ont progressé à fin 2012 et s'élevaient à 5565 milliards de francs, soit 320 milliards de plus qu'en 2011. Avec un peu plus de 50 pour cent, la part des avoirs étrangers est restée stable. Le résultat consolidé des banques en Suisse a encore stagné en 2012. La hausse du résultat des opérations d'intérêts et des autres résultats n'a pas entièrement compensé le recul des revenus issus des opérations de négoce. La mise à disposition de crédits à l'économie s'est déroulée sans difficulté: les limites de crédit octroyées ont à nouveau progressé. Le nombre des actifs en Suisse a diminué de 2,7 pour cent et s'élève à 105 166 collaborateurs. ■